

- De procesevaluatie gaat na hoe een project precies werd uitgevoerd vanaf de start tot het einde van het project en of het werd uitgevoerd zoals gepland. Ze onderzoekt het proces en de kwaliteit (sterktes en zwaktes) van de uitvoering van het project. Dit houdt in dat in de loop van de uitvoering wordt opgevolgd of het project volgens plan verloopt. Bijvoorbeeld : registratie van de acties en activiteiten en deelname eraan, beoordeling van het project door betrokkenen. De procesevaluatie kan helpen om de (uitgebleven) effecten van de effectevaluatie te begrijpen. De resultaten van de procesevaluatie zijn een bron voor de regelmatige bijsturing van een interventie.

Een specifieke vorm van procesevaluatie is de productevaluatie. Een project levert vaak een product (een draaiboek, een cd-rom) op. De productevaluatie gaat na hoe dit product door de doelgroep wordt onthaald, bijvoorbeeld door het pretesten van het ontwikkelde product.

- De efficiëntie-evaluatie is een combinatie van elementen van proces- en effectevaluatie en is een economische beoordeling van een project. Efficiëntie-evaluatie wordt in toenemende mate gebruikt als hulpmiddel bij de toewijzing van financiële middelen in de gezondheidszorg. De kosten-baten analyse berekent de verhouding tussen de input (de gemaakte kosten) en de output (de opbrengsten) van een project. De kosten-effectiviteitsanalyse gaat na hoeveel investering vereist is om een bepaald effect te bereiken.

Referenties :

(1) Gesundheitsförderung in der Schule, Schriftenreihe « Lehrerfortbildung in Nordrhein-Westfalen », Landesinstitut für Schule und Weiterbildung, 1. Auflage 1998.

(2) Annemie Ernst, handschriftliche Notizen vom Beginn der Treffen.

(3) VIG, Materialien zur « Basisopleiding Gezondheidsbevordering herfst 1999 ».

(4) Begriffserklärung und Ansätze aus Sozial- und Präventivmedizin, Public Health F. Gutzwiller/O. Jeanneret, Verlag Hans Huber 1999, 2. Auflage.

(5) Gesundheitsförderung in der Pflege, Kohlhammer Studienbücher Krankenpflege, Marianne Brieskorn-Zinke, 1996.

(6) Over psychologie en volksgezondheid, S. Maes, Gedrag & Gezondheid, 1993, 21, 4, s. 159.

(7) Leitbegriffe der Gesundheitsförderung, Bundeszentrale für gesundheitliche Aufklärung, Reihe « Blickpunkt Gesundheit », 1999.

(8) VIGoureus, Tijdschrift van het Vlaams Instituut voor Gezondheids promotie, Jaargang 12, Nummer 3, September 2004.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van 23 maart 2006 tot vaststelling van het globaal concept inzake gezondheids promotie in de Duitstalige Gemeenschap.

Eupen, 23 maart 2006.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President, Minister van Lokale Besturen,

K.-H. LAMBERTZ

De Vice-Minister-President,

Minister van Vorming en Werkgelegenheid, Sociale Aangelegenheden en Toerisme,

B. GENTGES

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

O. PAASCH

De Minister van Cultuur en Media, Monumentenzorg, Jeugd en Sport,

Mevr. I. WEYKMANS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 2300

[2006/201958]

1^{er} JUIN 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de logement et de Fonction publique, notamment l'article 36bis;

Vu l'accord de coopération du 14 novembre 2002 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'établissement, l'exécution et le suivi d'un Plan national Climat, ainsi que l'établissement de rapports dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les Changements climatiques et du Protocole de Kyoto, conclu à Bruxelles;

Considérant l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre et la nécessité pour le Gouvernement wallon de se préparer à faire face à cette contrainte internationale;

Considérant le Plan d'Environnement pour un Développement durable, adopté par le Gouvernement wallon le 9 mars 1995;

Considérant la Directive 2002/91/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 sur la performance énergétique des bâtiments visant, notamment, la certification de la performance énergétique des logements existants;

Considérant l'article 145.24 du Code des impôts sur les revenus;

Considérant l'arrêté royal du 27 août 1993 portant exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, notamment l'article 63.11;

Considérant qu'il est utile de soutenir l'aide à la décision au sein des ménages, en vue de leur permettre de mieux gérer leurs dépenses énergétiques;

Considérant l'audit énergétique comme une analyse préalable permettant d'orienter les décisions en matière d'investissements visant à réduire la consommation d'énergie;

Considérant qu'il est important de développer les audits pour les retombées environnementales, mais aussi économiques qu'ils engendrent;

Considérant qu'une procédure commune (procédure d'avis énergétique) et qu'un logiciel commun ont été développés pour les trois Régions et le Fédéral;

Considérant que les audits énergétiques selon cette procédure d'avis énergétique doivent être réalisés par des personnes qualifiées afin d'en assurer la qualité;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 mars 2006 et le 22 mai 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} juin 2006;

Vu l'avis 40.059/4 du Conseil d'Etat, donné le 12 avril 2006, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial en charge de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose la Directive 2002/91/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 sur la performance énergétique des bâtiments, conformément à son article 15, § 1^{er}, alinéa 2. Conformément à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 2, de la Directive 2002/91/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 sur la performance énergétique des bâtiments, le présent arrêté transpose partiellement cette Directive européenne.

TITRE I^{er}. — *Procédure applicable aux logements formant une unité de résidence pour un seul ménage, à l'exclusion des logements collectifs, des immeubles à appartement et des appartements*

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o Ministre : le Ministre ayant l'Energie dans ses attributions;

2^o auditeur : toute personne physique agréée par le Ministre conformément au présent arrêté pour réaliser un audit énergétique d'un logement existant;

3^o administration : la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne;

4^o logement : le bâtiment ou la partie de bâtiment structurellement destinée à l'habitation d'un ou de plusieurs ménages au sens du Code wallon du Logement;

5^o audit énergétique : analyse énergétique d'un logement selon la méthode développée par la Région wallonne;

6^o logiciel d'audit : logiciel associé à la méthode d'analyse énergétique des logements, développé par l'administration et mis gratuitement à disposition des auditeurs;

7^o base de données : recueil informatisé, géré par l'administration, des données relatives aux audits énergétiques et de leurs résultats.

CHAPITRE II. — *Agrément des auditeurs*

Art. 3. § 1^{er}. Toute personne physique porteuse d'un diplôme d'architecte, d'ingénieur architecte, d'ingénieur civil en construction et d'ingénieur industriel en construction ou toute personne physique justifiant, au minimum, d'une expérience d'au moins cinq ans quant aux aspects énergétiques des bâtiments, peut introduire une demande de candidature d'agrément suivant le formulaire de demande disponible auprès de l'administration.

§ 2. Les ressortissants d'un autre Etat justifient de leur qualification sur base de diplômes et garanties équivalents à celles visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Les audits énergétiques ne contiennent aucune proposition commerciale concernant l'approvisionnement en énergie de l'habitation ou les mesures d'économie d'énergie recommandées dans le rapport d'audit. Les audits énergétiques sont établis de manière indépendante et objective et ne sont pas inspirés par les éventuels intérêts commerciaux de l'auditeur.

§ 4. L'auditeur ne donne aucune publicité aux renseignements ou faits dont il acquiert connaissance dans l'accomplissement de sa mission et sur lesquels il est tenu à la discrétion.

Il autorise et apporte son concours à l'instance d'agrément en vue d'effectuer tout contrôle, enquête ou vérification des audits énergétiques fournis.

§ 5. L'auditeur jouit de ses droits civils et politiques et remplit les obligations imposées par la législation sociale et fiscale.

§ 6. L'auditeur s'engage à suivre les sessions de formation continue des auditeurs.

Art. 4. § 1^{er}. La demande de candidature d'agrément est introduite au moyen d'un formulaire à l'administration et comporte les informations suivantes :

- les nom, adresse et profession du demandeur;
- les titres, qualifications et références éventuelles du demandeur dans le domaine de l'audit énergétique;
- la justification de l'expérience quant aux aspects énergétiques des bâtiments.

§ 2. Dans un délai de quarante jours calendrier à dater de l'envoi de l'accusé de réception de la demande attestant que le dossier est complet, l'administration notifie au demandeur sa décision d'accepter ou non la candidature. En cas d'acceptation, la notification mentionne les dates des prochaines formations ainsi que leurs coûts. En cas de refus, le demandeur peut introduire un recours auprès du Ministre. Le Ministre notifie sa décision au demandeur dans un délai de quarante jours calendrier prenant cours à la date de l'accusé de réception du recours.

§ 3. Le candidat auditeur suit une formation relative à l'audit énergétique dans le logement, sanctionnée par une évaluation. L'évaluation comprend une épreuve orale et écrite. La réussite de la formation est conditionnée par un résultat supérieur ou égal à 12/20. L'administration notifie aux candidats leurs résultats dans les quarante jours calendriers à dater de l'épreuve orale et transmet au Ministre la liste des lauréats.

§ 4. La formation comporte un volet théorique portant notamment sur la performance thermique de l'enveloppe du bâtiment, les systèmes de chauffage, l'eau chaude sanitaire, la ventilation, le confort d'été et un volet pratique portant notamment l'utilisation du logiciel mis à disposition par l'administration et la récolte des données sur site. Une absence à un ou plusieurs jours de formation ne peut être justifiée que par un certificat médical.

Annuellement, sous réserve des crédits disponibles, l'administration, organise au moins deux formations d'auditeurs.

§ 5. Le Ministre agréé les auditeurs ayant réussi l'évaluation visée au § 3.

L'arrêté ministériel mentionne :

1° le numéro d'agrément;

2° l'adresse de la base de données à laquelle les résultats de l'audit doivent être envoyés en application de l'article 7.

L'administration publie sur son site Internet la liste des auditeurs agréés.

§ 6. L'agrément est octroyé pour une durée de cinq ans à dater de la publication par extrait au *Moniteur belge*.

§ 7. Le Gouvernement fixe les conditions dans lesquelles les auditeurs agréés par une Région de la Belgique ou par un autre Etat membre sont reconnus et habilités à réaliser des audits en Région wallonne.

CHAPITRE III. — *Renouvellement de l'agrément*

Art. 5. L'agrément est renouvelable par période de cinq ans sur base d'une demande de renouvellement introduite au moyen d'un formulaire par courrier auprès de l'administration au moins nonante jours calendrier avant la date d'expiration de l'agrément.

Le renouvellement est accordé si :

1° l'auditeur a réalisé au moins 5 audits durant les deux dernières années de l'agrément en cours;

2° les éventuels contrôles visés à l'article 7 n'ont révélé aucun manquement.

Dans un délai de quarante jours calendrier à dater de la l'envoi de l'accusé de réception de la demande de renouvellement attestant que le dossier est complet, l'administration transmet son avis au Ministre.

L'agrément est prolongé jusqu'au moment où le Ministre a notifié sa décision au demandeur.

Le renouvellement de l'agrément est octroyé pour une nouvelle durée de cinq ans à dater de la publication par extrait au *Moniteur belge*.

CHAPITRE IV. — *Contrôle et sanction*

Art. 6. L'auditeur agréé communique sans délai à l'administration les modifications aux éléments du dossier sur lequel l'agrément est basé.

Art. 7. § 1^{er}. L'administration est habilitée à contrôler les audits réalisés par les auditeurs agréés.

§ 1. Lorsque l'administration constate des manquements de la part de l'auditeur agréé, que ce soit en terme de qualité de ses audits ou de connaissances techniques, elle convoque l'auditeur.

§ 2. Après avoir invité l'auditeur à être entendu, en cas de manquements avérés, l'administration propose au Ministre l'envoi d'un avertissement avec l'obligation de participer à une formation.

§ 3. En cas de refus de l'auditeur de participer à une formation ou en cas d'échec à l'évaluation sanctionnant la formation ou en cas de nouvelle constatation de manquements de la part de l'auditeur, l'administration propose au Ministre le retrait de la qualité d'auditeur agréé.

CHAPITRE V. — *Audit énergétique*

Art. 8. Lors de l'exécution d'un audit énergétique, l'auditeur fait usage du logiciel d'audit mis à disposition par l'administration. L'audit énergétique examine au moins les aspects énergétiques suivants :

1° l'enveloppe du bâtiment;

2° l'installation de chauffage;

3° la préparation de l'eau chaude sanitaire;

4° le système de ventilation.

Art. 9. Les résultats de l'audit énergétique tels qu'imprimés par le logiciel d'audit, sont commentés par l'auditeur et transmis au demandeur de l'audit.

L'auditeur envoie par voie électronique ces résultats à la base de données.

Après exécution de l'audit énergétique en tant qu'auditeur agréé, ce dernier appose sur la facture ou la note des honoraires la mention suivante :

« Auditeur énergétique agréé par la Région wallonne portant le numéro d'agrément » (à remplir par l'auditeur).

Le document permettant de bénéficier d'une réduction d'impôt et délivré par le logiciel d'audit est joint à la facture ou à la note d'honoraire.

**TITRE II. — Procédure applicable aux logements collectifs,
aux immeubles à appartements et aux appartements**

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. 10. Les articles 2 à 7 du présent arrêté sont applicables aux logements collectifs, aux immeubles à appartements et aux appartements.

CHAPITRE II. — Audit énergétique des logements collectifs,
immeubles à appartements et appartements

Art. 11. Lors de l'exécution d'un audit énergétique, l'auditeur fait usage du logiciel d'audit mis à disposition par l'administration.

L'audit peut porter sur un appartement ou sur l'ensemble de l'immeuble.

L'audit énergétique examine au moins les aspects énergétiques suivants :

- 1° l'enveloppe du bâtiment ou de l'appartement;
- 2° l'installation de chauffage individuelle ou collective;
- 3° la préparation de l'eau chaude sanitaire individuelle ou collective;
- 4° le système de ventilation individuel ou collectif.

Art. 12. Les dispositions de l'article 9 sont d'application.

TITRE III. — Dispositions finales

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception du Titre II dont l'entrée en vigueur est fixée par le Ministre.

Art. 14. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} juin 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 2300

[2006/201958]

1. JUNI 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Programmdekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen regionaler Steuern, Finanzen und Schuld, Organisation der Energiemärkte, Umwelt, Landwirtschaft, lokale- und untergeordnete Behörden, Erbe und Wohnungswesen und öffentlicher Dienst, insbesondere des Artikel 36*bis*;

Aufgrund des in Brüssel abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens vom 14. November 2002 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Erstellung, die Ausführung und die Überwachung eines Nationalplans Klima sowie über die Erstellung von Berichten im Rahmen des Rahmenabkommens der Vereinten Nationen über Klimaänderungen und des Protokolls von Kyoto;

In Erwägung des Inkrafttretens des Protokolls von Kyoto zur Verringerung der Gasemissionen mit Treibhauseffekt und der Notwendigkeit für die Wallonische Regierung, sich auf die Bewältigung dieser internationalen Zwangslage vorzubereiten;

In Erwägung des am 9. März 1995 von der Wallonischen Regierung angenommenen Umweltplans für eine nachhaltige Entwicklung;

Aufgrund der Richtlinie 2002/91/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden im Hinblick insbesondere auf die Erstellung von Energieausweisen für die bestehenden Wohnungen;

In Erwägung von Artikel 145.24 des Einkommensteuergesetzbuchs;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 27. August 1993 zur Ausführung des Einkommensteuergesetzbuchs 1992, insbesondere des Artikels 63.11;

In der Erwägung, dass es zweckmäßig ist, die Entscheidungshilfe in den Haushalten zu unterstützen, um ihnen zu erlauben, ihre Energieausgaben besser zu verwalten;

In der Erwägung, dass das Energieaudit als eine Voranalyse gilt, die die Entscheidungen bezüglich der Investitionen zur Verringerung des Energieverbrauchs zu orientieren erlaubt;

In der Erwägung, dass es von Bedeutung ist, die Audits aufgrund deren umweltbezogenen, aber auch wirtschaftlichen Auswirkungen zu entwickeln;

In der Erwägung, dass ein gemeinsames Verfahren (Verfahren für Energiegutachten) und eine gemeinsame Software für die drei Regionen und den Föderalstaat entwickelt worden sind;

In der Erwägung, dass die Energieaudits gemäß diesem Verfahren für Energiegutachten durch qualifizierte Personen durchgeführt werden müssen, um deren Qualität zu sichern;

Aufgrund des am 3. März 2006 und am 22. Mai 2006 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;
 Aufgrund des am 1. Juni 2006 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;
 Aufgrund des am 12. April 2006 in Anwendung von Artikel 84 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatrates Nr. 40.059/4;
 Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;
 Nach Beratung,
 Beschließt:

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2002/91/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden gemäß deren Artikel 15 § 1 Absatz 2 umgesetzt.

TITEL I — Verfahren für die Wohnungen, die eine Wohneinheit für einen einzigen Haushalt bilden, mit Ausnahme der Gemeinschaftswohnungen, der Appartementgebäude und der Apartments

KAPITEL I — Definitionen

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;
 2° Auditor: jede natürliche Person, die gemäß dem vorliegenden Erlass vom Minister zugelassen wird, um ein Energieaudit bezüglich einer bestehenden Wohnung durchzuführen;
 3° Verwaltung: die Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region;
 4° Wohnung: das Gebäude oder der Gebäudeteil, das bzw. der aufgrund seiner Struktur dazu bestimmt ist, durch einen oder mehrere Haushalte bewohnt zu werden, im Sinne des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches;
 5° Energieaudit: energetische Analyse einer Wohnung nach dem von der Wallonischen Region entwickelten Verfahren;
 6° Auditsoftware: mit dem Verfahren zur energetischen Analyse der Wohnungen verbundene, von der Verwaltung entwickelte und den Auditoren unentgeltlich zur Verfügung gestellte Software;
 7° Datenbank: Von der Verwaltung geführtes EDV-Verzeichnis der Daten über die Energieaudits und deren Ergebnisse.

KAPITEL II - Zulassung der Auditoren

Art. 3 - § 1 - Jede natürliche Person, die Inhaber eines Diploms eines Architekten, eines Ingenieurs, Fachrichtung Architektur, eines Zivilingenieurs für Bauwesen, eines Bau-Industrieingenieurs ist, oder jeder natürliche Person, die wenigstens eine Erfahrung von mindestens fünf Jahren bezüglich der energetischen Aspekte der Gebäude nachweisen kann, darf einen Antrag auf Zulassung anhand des bei der Verwaltung erhältlichen Antragsformulars einreichen.

§ 2 - Die Staatsangehörigen eines anderen Staats weisen ihre Qualifikation aufgrund von Diplomen und Garantien nach, die den in Absatz 1 erwähnten Diplomen und Garantien gleichwertig sind.

§ 3 - Die Energieaudits enthalten kein gewerbliches Angebot bezüglich der Energieversorgung der Wohnung oder der Maßnahmen zur Energieeinsparung, die in dem Auditbericht empfohlen werden. Die Energieaudits werden auf unabhängige und objektive Weise erstellt und von keinem eventuellen gewerblichen Interesse des Auditors beeinflusst.

§ 4 - Der Auditor macht die Auskünfte oder Tatsachen, von denen er bei der Erfüllung seiner Aufgabe Kenntnis erlangt, nicht bekannt, und ist darüber zur Diskretion verpflichtet.

Er genehmigt die Zulassungsinstanz und steht ihr bei, um jegliche Kontrolle, Untersuchung oder Überprüfung der abgegebenen Energieaudits durchzuführen.

§ 5 - Der Auditor genießt seine bürgerlichen und politischen Rechte und erfüllt die von der sozialen und steuerlichen Gesetzgebung auferlegten Verpflichtungen.

§ 6 - Der Auditor verpflichtet sich, an den Ausbildungslehrgängen für Auditoren teilzunehmen.

Art. 4 - § 1 - Der Antrag auf eine Zulassungsbewerbung wird anhand eines Formulars bei der Verwaltung eingereicht und enthält die folgenden Informationen:

- Name, Anschrift und Beruf des Antragstellers;
- Befähigungsnachweise, Qualifikationen und eventuelle Referenzen des Antragstellers in dem Bereich der Energieaudits;
- Nachweis der Erfahrung bezüglich der energetischen Aspekte der Gebäude.

§ 2 - Innerhalb von vierzig Kalendertagen ab dem Versand der Empfangsbestätigung des Antrags zur Bescheinigung, dass die Akte vollständig ist, stellt die Verwaltung dem Antragsteller ihre Entscheidung über die Annahme oder die Verweigerung der Bewerbung zu. Bei einer Annahme werden in dem Zustellungsschreiben die Daten der nächsten Ausbildungen sowie deren Kosten mitgeteilt. Bei einer Verweigerung kann der Antragsteller einen Einspruch beim Minister einlegen. Der Minister stellt dem Antragsteller seinen Beschluss innerhalb einer Frist von vierzig Kalendertagen zu, die ab dem Erhalt des Einspruchs läuft.

§ 3 - Der angehende Auditor nimmt an einer Ausbildung bezüglich des Energieaudits in dem Wohnungswesen mit abschließender Bewertung teil. Die Bewertung umfasst eine mündliche und eine schriftliche Prüfung. Der erfolgreiche Abschluss der Ausbildung ist durch ein Ergebnis von mindestens 12/20 bedingt. Die Verwaltung stellt den Bewerbern ihre Ergebnisse innerhalb von vierzig Kalendertagen ab der mündlichen Prüfung zu und übermittelt dem Minister die Liste der erfolgreichen Prüfungsteilnehmer.

§ 4 - Die Ausbildung umfasst einen theoretischen Teil über u.a. die thermische Leistung der Außenhaut des Gebäudes, die Heizsysteme, das Brauchwarmwasser, die Belüftung, den Sommerkomfort und einen praktischen Teil über u.a. die Verwendung der von der Verwaltung zur Verfügung gestellten Software und die Sammlung der Daten an Ort und Stelle. Die Abwesenheit von einem oder mehreren Ausbildungstagen kann nur durch ein ärztliches Attest belegt sein.

Vorbehaltlich der verfügbaren Geldmittel organisiert die Verwaltung jährlich mindestens zwei Auditorenausbildungen.

§ 5 - Der Minister lässt die Auditoren zu, die die in § 3 erwähnte Bewertung erfolgreich absolviert haben.

Der Ministerialerlass erwähnt:

1° die Zulassungsnummer;

2° die Adresse der Datenbank, an welche die Auditorergebnisse in Anwendung von Artikel 7 zu senden sind.

Die Verwaltung veröffentlicht die Liste der zugelassenen Auditoren auf ihrer Webseite.

§ 6 - Die Zulassung wird für eine Dauer von fünf Jahren ab der auszugsweisen Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* erteilt.

§ 7 - Die Regierung legt die Bedingungen fest, unter denen die durch eine Region Belgiens oder durch einen anderen Mitgliedstaat zugelassenen Auditoren anerkannt und berechtigt werden, um Audits in der Wallonischen Region durchzuführen.

KAPITEL III — Erneuerung der Zulassung

Art. 5 - Die Zulassung ist für weitere Zeiträume von jeweils fünf Jahren erneuerbar aufgrund eines Erneuerungsantrags, der mittels eines Formulars mit der Post bei der Verwaltung mindestens 90 Kalendertage vor dem Ablaufdatum der Zulassung einzureichen ist.

Die Erneuerung wird bewilligt, wenn:

1° der Auditor mindestens 5 Audits innerhalb der letzten zwei Jahre der laufenden Zulassung durchgeführt hat.

2° die in Artikel 7 erwähnten eventuellen Kontrollen keinen Mangel herausgestellt haben.

Innerhalb von vierzig Kalendertagen ab dem Versand der Empfangsbestätigung des Erneuerungsantrags zur Bescheinigung, dass die Akte vollständig ist, übermittelt die Verwaltung dem Minister ihr Gutachten.

Die Zulassung wird verlängert, bis der Minister dem Antragsteller seine Entscheidung zugestellt hat.

Die Erneuerung der Zulassung wird für eine weitere Dauer von fünf Jahren ab der auszugsweisen Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* erteilt.

KAPITEL IV — Kontrolle und Strafen

Art. 6 - Der zugelassene Auditor übermittelt der Verwaltung sofort die Abänderungen der Elemente der Akte, auf welchen die Zulassung beruht.

Art. 7 - § 1 - Die Verwaltung ist berechtigt, die von zugelassenen Auditoren durchgeführten Audits zu kontrollieren.

Wenn die Verwaltung Versäumnisse von dem zugelassenen Auditor feststellt, sei es hinsichtlich der Qualität seiner Audits oder seiner technischen Kenntnisse, lädt sie den Auditor vor.

§ 2 - Nachdem sie den Auditor bei festgestellten Mängeln zu einer Anhörung vorgeladen hat, schlägt die Verwaltung dem Minister vor, eine Mahnung zu senden, mit der Verpflichtung, an einer Ausbildung teilzunehmen.

§ 3 - Falls der Auditor sich verweigert, an einer Ausbildung teilzunehmen, oder bei Nichtbestehen der Bewertung über die Ausbildung oder bei erneuter Feststellung von Versäumnissen des Auditors schlägt die Verwaltung dem Minister den Entzug der Eigenschaft eines zugelassenen Auditors vor.

KAPITEL V — Energieaudit

Art. 8 - Bei Durchführung eines Energieaudits macht der Auditor Gebrauch von der Auditsoftware, die ihm durch die Verwaltung zur Verfügung gestellt wird. Durch das Energieaudit werden mindestens die folgenden energetischen Aspekte überprüft:

1° Außenhaut des Gebäudes;

2° Heizanlage;

3° Vorbereitung von Nutz-Warmwasser;

4° Lüftungssystem.

Art. 9 - Die Ergebnisse des Energieaudits, sowie sie durch die Auditsoftware gedruckt worden sind, werden vom Auditor kommentiert und dem Auditauftraggeber übermittelt.

Der Auditor sendet diese Ergebnisse über den elektronischen Weg an die Datenbank.

Nach Durchführung des Energieaudits als zugelassener Auditor schreibt der Auditor auf der Rechnung oder der Honorarrechnung den folgenden Vermerk:

«Von der Wallonischen Region zugelassener Energieauditor mit Zulassungsnummer» (vom Auditor auszufüllen).

Das Dokument, das Anspruch auf eine Steuerermäßigung gibt und von der Auditsoftware ausgeliefert wird, wird der Rechnung oder der Honorarrechnung beigelegt.

TITEL II — Verfahren für die Gemeinschaftswohnungen, Appartementgebäude und Apartments

KAPITEL I — Allgemeines

Art. 10 - Die Artikel 2 bis 7 des vorliegenden Erlasses finden Anwendung auf die Gemeinschaftswohnungen, Appartementgebäude und Apartments.

KAPITEL II — *Energieaudit der Gemeinschaftswohnungen,
Appartementgebäude und Apartments*

Art. 11 - Bei Durchführung eines Energieaudits macht der Auditor Gebrauch von der Auditsoftware, die ihm durch die Verwaltung zur Verfügung gestellt wird.

Das Audit kann ein Apartment oder das ganze Gebäude betreffen.

Durch das Energieaudit werden mindestens die folgenden energetischen Aspekte überprüft:

- 1° Außenhaut des Gebäudes oder des Apartments;
- 2° individuelle oder gemeinschaftliche Heizanlage;
- 3° individuelle oder gemeinschaftliche Vorbereitung von Nutz-Warmwasser;
- 4° individuelles oder gemeinschaftliches Lüftungssystem.

Art. 12 - Die Bestimmungen von Artikel 9 finden Anwendung.

KAPITAL III — *Schlussbestimmungen*

Art. 13 - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme von Titel II, dessen Inkrafttreten vom Minister festgelegt wird.

Art. 14 - Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Juni 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 2300

[2006/201958]

1 JUNI 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot vastlegging van de erkenningsmodaliteiten voor de auditeurs die energieaudits in de huisvestingssector uitvoeren

De Waalse Regering,

Gelet op het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake gewestelijke fiscaliteit, thesaurie en schuld, organisatie van de energiemarkten, leefmilieu, landbouw, plaatselijke en ondergeschikte besturen, erfgoed, huisvesting en ambtenarenzaken, inzonderheid op artikel 36bis;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 14 november 2002 tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het opstellen, het uitvoeren en het opvolgen van een Nationaal Klimaatplan, alsook het rapporteren, in het kader van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake Klimaatverandering en het Protocol van Kyoto, gesloten te Brussel;

Gelet op de inwerkingtreding van het Protocol van Kyoto met het oog op de vermindering van broeikasgasemissies en op de noodzaak voor de Waalse Regering om aan deze internationale verplichting te voldoen;

Gelet op het leefmilieuplan voor een duurzame ontwikkeling, aangenomen door de Waalse Regering op 9 maart 1995;

Gelet op Richtlijn 2002/91/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2002 betreffende de energieprestatie van gebouwen, die o.a. de certificering van de energieprestatie van bestaande woningen tot doel heeft;

Gelet op artikel 145.24 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, inzonderheid op artikel 63.11;

Overwegende dat het nuttig is de gezinnen bij hun besluitvorming te steunen zodat ze hun energie-uitgaven beter kunnen beheren;

Overwegende dat de energieaudit gezien moet worden als een voorafgaande analyse op grond waarvan beslissingen genomen kunnen worden wat betreft investeringen met het oog op minder energieverbruik;

Overwegende dat het belangrijk is audits te ontwikkelen met het oog op de ecologische en economische gevolgen die ze met zich meebrengen;

Overwegende dat een gemeenschappelijke procedure (energetische adviesprocedure) en een gemeenschappelijke software zijn ontwikkeld voor de drie Gewesten en de federale Staat;

Overwegende dat de energieaudits volgens de energetische adviesprocedure uitgevoerd moeten worden door bevoegde personen om de kwaliteit ervan te waarborgen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 maart 2006 en 22 mei 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 juni 2006;

Gelet op het advies 40.059/4 van de Raad van State, gegeven op 12 april 2006, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Richtlijn 2002/91/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2002 betreffende de energieprestatie van gebouwen wordt overeenkomstig artikel 15, § 1, tweede lid, ervan, bij dit besluit omgezet.

TITEL I. — Procedure van toepassing op woningen die een wooneenheid voor één enkel gezin vormen, met uitsluiting van gemeenschappelijke woningen, flatgebouwen en appartementen

HOOFDSTUK I. — Definities

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° Minister : de Minister bevoegd voor het Energiebeleid;
- 2° auditeur : elke natuurlijke persoon die overeenkomstig dit besluit door de Minister erkend wordt om een energieaudit van een bestaande woning uit te voeren;
- 3° administratie : het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- 4° woning : gebouw of gebouwgedeelte dat structureel bestemd is om bewoond te worden door één of verscheidene gezinnen in de zin van de Waalse Huisvestingscode;
- 5° energieaudit : energetische analyse van een woning volgens de door het Waalse Gewest ontwikkelde methode;
- 6° auditsoftware : software i.v.m. de methode inzake de energetische analyse van woningen, ontwikkeld door de administratie en gratis ter beschikking gesteld van de auditteurs;
- 7° databank : door de administratie beheerd elektronisch bestand van de gegevens betreffende energieaudits en de resultaten ervan.

HOOFDSTUK II. — Erkenning van auditteurs

Art. 3. § 1. Elke natuurlijke persoon die houder is van een diploma van architect, ingenieur-architect, burgerlijk bouwkundig ingenieur of industrieel bouwkundig ingenieur of elke natuurlijke persoon die het bewijs kan leveren van minimum vijf jaar ervaring wat betreft de energetische aspecten van gebouwen, kan een aanvraag tot erkenningskandidatuur indienen aan de hand van het aanvraagformulier dat door de administratie afgeleverd wordt.

§ 2. De onderdanen van een andere Staat leveren het bewijs van hun kwalificatie op basis van diploma's en garanties die gelijkwaardig zijn met die bedoeld in het eerste lid.

§ 3. De energieaudits bevatten geen enkel commercieel voorstel betreffende de energievoorziening van de woning of de energiebesparingsmaatregelen aanbevolen in het auditrapport. De energieaudits worden op onafhankelijke en objectieve wijze opgesteld en zijn niet ingegeven door eventuele commerciële belangen van de auditeur.

§ 4. De auditeur geeft geen publiciteit aan de gegevens of feiten waarvan hij kennis krijgt bij de uitoefening van zijn opdracht en die hij geheim moet houden.

Hij machtigt het erkenningsorgaan ertoe de overgemaakte energieaudits te controleren, te onderzoeken en te verifiëren en verleent zijn medewerking daartoe.

§ 5. De auditeur geniet zijn burgerlijke en politieke rechten en voldoet aan de verplichtingen opgelegd bij de sociale en fiscale wetgeving.

§ 6. De auditeur verbindt zich ertoe de continu opleiding voor auditteurs te volgen.

Art. 4. § 1. De aanvraag tot erkenningskandidatuur wordt bij de administratie ingediend d.m.v. een formulier en bevat de volgende gegevens :

- de naam, het adres en het beroep van de aanvrager;
- de diploma's, kwalificaties en eventuele referenties van de aanvrager inzake energieaudits;
- het bewijs van ervaring wat betreft de energetische aspecten van gebouwen.

§ 2. De beslissing van de administratie waarbij zij de kandidatuur van de aanvrager al dan niet aanvaardt wordt hem meegedeeld binnen een termijn van veertig kalenderdagen, die ingaat op de datum van verzending van het bewijs van ontvangst van de aanvraag waarbij bevestigd wordt dat het dossier volledig is. In geval van aanvaarding vermeldt de kennisgeving de datums van de eerstkomende opleidingen, alsmede de prijs ervan. In geval van weigering kan de aanvrager een beroep indienen bij de Minister. De Minister geeft de aanvrager kennis van zijn beslissing binnen een termijn van veertig kalenderdagen, die ingaat op de datum van het bericht van ontvangst van het beroep.

§ 3. De kandidaat-auditeur volgt een opleiding i.v.m. energieaudits in de huisvestingssector, die het voorwerp uitmaakt van een evaluatie. De evaluatie omvat een mondelinge en een schriftelijke proef. De opleiding is geslaagd als een resultaat van 12/20 of meer behaald wordt. De administratie geeft de kandidaten kennis van hun resultaten binnen veertig kalenderdagen, met ingang van de datum van de mondelinge proef, en maakt de lijst van de geslaagden over aan de Minister.

§ 4. De opleiding bestaat in een luik theorie betreffende o.a. de thermische prestatie van het omhulsel van het gebouw, de verwarmingssystemen, het sanitaire warmwater, de verluchting, het zomercomfort en in een luik praktijk dat betrekking heeft op, o.a., het gebruik van de door de administratie ter beschikking gestelde software en de inzameling van gegevens ter plaatse. Afwezigheid op één of meer opleidingsdagen kan alleen d.m.v. een doktersattest gerechtvaardigd worden.

De administratie organiseert jaarlijks minstens twee opleidingen voor auditteurs, onder voorbehoud van de beschikbare kredieten.

§ 5. De Minister erkent de auditteurs die geslaagd zijn voor de evaluatie bedoeld in § 3.

Het ministerieel besluit vermeldt :

- 1° het nummer van de erkenning;
 - 2° het adres van de databank waar de auditresultaten naartoe gestuurd moeten worden overeenkomstig artikel 7.
- De administratie maakt de lijst van de erkende auditteurs bekend op haar website.

§ 6. De erkenning wordt toegekend voor een termijn van vijf jaar, die ingaat op de datum van bekendmaking bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 7. De Regering bepaalt de voorwaarden waaronder de door een Belgisch Gewest of een andere lidstaat erkende auditteurs erkend en gemachtigd worden om audits in het Waalse Gewest uit te voeren.

HOOFDSTUK III. — Hernieuwing van de erkenning

Art. 5. De erkenning is hernieuwbaar om de vijf jaar. De hernieuwingsaanvraag wordt minstens negentig kalenderdagen vóór de vervaldatum van de erkenning per post aan de administratie gericht d.m.v. een formulier.

De hernieuwing wordt toegestaan als :

- 1° de auditeur minstens 5 audits heeft uitgevoerd tijdens de twee laatste jaren van de lopende erkenning;
- 2° de eventuele controles bedoeld in artikel 7 geen nalatigheid aan het licht gebracht hebben.

De administratie geeft de Minister advies binnen een termijn van veertig kalenderdagen, die ingaat op de datum van verzending van het bewijs van ontvangst van de hernieuwingsaanvraag waarbij bevestigd wordt dat het dossier volledig is.

De erkenning wordt verlengd totdat de Minister zijn beslissing aan de aanvrager heeft meegedeeld.

De hernieuwing van de erkenning wordt toegekend voor een nieuwe termijn van vijf jaar, die ingaat op de datum van bekendmaking bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*.

HOOFDSTUK IV. — *Controle en strafmaatregel*

Art. 6. De erkende auditeur geeft de administratie onmiddellijk kennis van de wijzigingen in de gegevens van het dossier waarop de erkenning berust.

Art. 7. § 1. De administratie is ertoe gemachtigd controle uit oefenen op de door erkende auditoren uitgevoerde audits.

Als de administratie nalatigheden van de erkende auditeur vaststelt, hetzij inzake de kwaliteit van zijn audits of inzake technische kennis, roept ze hem op.

§ 2. Na de auditeur te hebben opgeroepen om gehoord te worden, stelt de administratie, in geval van bewezen nalatigheden, de Minister voor een waarschuwing te sturen waarin gewezen wordt op de verplichting een opleiding te volgen.

§ 3. Als de auditeur weigert een opleiding te volgen of als hij niet slaagt voor de evaluatie die de opleiding afsluit of als verdere nalatigheden worden geconstateerd, stelt de administratie de Minister voor dat de hoedanigheid van erkende auditeur ingetrokken wordt.

HOOFDSTUK V. — *Energieaudit*

Art. 8. Bij de uitvoering van een energieaudit maakt de auditeur gebruik van de auditsoftware die de administratie ter beschikking stelt.

De energieaudit gaat hoe dan ook de volgende energetische aspecten na :

- 1° het omhulsel van het gebouw;
- 2° de verwarmingsinstallatie;
- 3° de bereiding van het sanitaire warmwater;
- 4° het ventilatiesysteem.

Art. 9. De resultaten van de energieaudit, zoals gedrukt door de auditsoftware, worden besproken door de auditeur en overgemaakt aan de aanvrager van de audit.

De auditeur maakt deze resultaten elektronisch over aan de databank.

Na uitvoering van de energieaudit voorziet de erkende auditeur de factuur of de honorarianota van de volgende melding :

« Auditeur énergétique agréé par la Région wallonne portant le numéro d'agrément (Energieauditeur erkend door het Waalse Gewest, erkenningsnummer). » (door de auditeur in te vullen).

Het door de auditsoftware afgeleverde document op grond waarvan een belastingvermindering kan worden genoten, wordt bij de factuur of de honorarianota gevoegd.

TITEL II. — *Procedure van toepassing op gemeenschappelijke woningen, flatgebouwen en appartementen*

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 10. De artikelen 2 tot 7 van dit besluit zijn van toepassing op gemeenschappelijke woningen, flatgebouwen en appartementen

HOOFDSTUK II. — *Energieaudit van de gemeenschappelijke woningen, flatgebouwen en appartementen*

Art. 11. Bij de uitvoering van een energieaudit maakt de auditeur gebruik van de auditsoftware die de administratie ter beschikking stelt.

De audit kan betrekking hebben op één appartement of op het geheel van het gebouw.

De energieaudit gaat hoe dan ook de volgende energetische aspecten na :

- 1° het omhulsel van het gebouw of van het appartement;
- 2° de individuele of gemeenschappelijke verwarmingsinstallatie;
- 3° de bereiding van het individuele of gemeenschappelijke sanitaire warmwater;
- 4° het individuele of gemeenschappelijke ventilatiesysteem.

Art. 12. De bepalingen van artikel 9 zijn van toepassing.

Titel III. — *Slotbepalingen*

Art. 13. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt, met uitzondering van titel II, waarvan de inwerkingtreding door de Minister bepaald wordt.

Art. 14. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 juni 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE